

Mémoire prébudgétaire pour l'Ontario

*Protéger les services publics et soutenir nos
communautés*



Mémoire soumis par :

Naureen Rizvi, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor

Qui nous sommes

Comptant 315 000 membres dans l'ensemble des régions économiques du pays, Unifor est le plus important syndicat du secteur privé au Canada. En Ontario, nos 160 000 membres travaillent, notamment, dans l'automobile; l'aérospatiale; les ressources naturelles; le transport routier, aérien et ferroviaire; les télécommunications; les médias; les soins de santé; les services sociaux; l'éducation; le commerce de détail et de gros; l'hôtellerie, la restauration et les jeux de hasard. Les industries dans lesquelles travaillent les membres d'Unifor sont essentielles à la prospérité économique de l'Ontario et comptent parmi les plus importants exportateurs au pays. Unifor intervient activement dans les lieux de travail et à la table de négociation, mais aussi dans tous les aspects de la vie communautaire et dans le débat politique, afin de rendre la société canadienne plus juste et équitable. Nous jouons un rôle de chef de file dans la création de lieux de travail prospères et sécuritaires et d'une économie forte pour que l'ensemble des travailleurs profitent d'un emploi de qualité et d'un niveau de vie décent. Unifor aimerait partager ses priorités et recommandations pour le budget de 2019.

1. Fausser la situation financière de l'Ontario

Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel parle constamment de la nécessité de faire preuve de prudence financière et de traiter de la crise du déficit. La publication du rapport de la Commission d'enquête indépendante sur les finances a soulevé des questions sur la façon dont ce gouvernement représente l'état des finances de l'Ontario, alors que des experts (y compris le chef comptable de la province) affirment que les chiffres sur le déficit sont exagérés. Ces allégations laissent entendre que l'encadrement de la dette publique de l'Ontario par le gouvernement et l'argument en faveur de la réduction des dépenses sont trompeurs et irresponsables.

Les gouvernements empruntent généralement de l'argent afin d'investir pour les générations futures, une pratique financièrement responsable puisque le risque est réparti sur l'ensemble de la population et que des taux d'intérêt moins élevés sont offerts aux gouvernements. La plus récente mise à jour financière et économique a sonné l'alarme relativement aux frais de service de la dette : 8,5 % des revenus du gouvernement de l'Ontario devaient permettre le financement par emprunt. Cependant, le service de la dette comme part des revenus figure parmi les plus faibles des 20 dernières années dans la province, principalement en raison des faibles taux d'intérêt¹. Par exemple, le service de la dette a tiré une part de 16 % des revenus en 1999 au milieu du dernier mandat au pouvoir du Parti progressiste canadien.

La caractérisation trompeuse de la dette de la province et l'analyse idéologique d'Ernst & Young ont alimenté la rhétorique entourant les dépenses imprudentes du gouvernement précédent. L'ancien gouvernement a en effet augmenté les dépenses, une mesure nécessaire lors de la grande récession de 2008-2009 et pour compenser les surplus budgétaires chroniques des gouvernements progressistes-conservateurs précédents. Cependant, depuis 2011, les dépenses n'ont même pas

¹ Sheila Block, « The State of Ontario's Finances ». Centre canadien de politiques alternatives (2019).

suivi la croissance de la population, et l'Ontario enregistre l'un des plus faibles taux de dépenses de programme par habitant de toutes les provinces (elle arrive au deuxième rang après la Colombie-Britannique)².

La réalité est que l'Ontario n'a pas de problème de dépenses ou de dette : elle a un problème de revenus. Les revenus de la province comme part du PIB n'ont pas beaucoup changé au cours de la dernière décennie, alors que les revenus provinciaux et locaux de l'Ontario par habitant demeurent au deuxième rang en importance parmi toutes les provinces (l'Île-du-Prince-Édouard enregistrant le taux le plus faible)³. Malheureusement, les actions du gouvernement actuel depuis son arrivée au pouvoir n'ont fait qu'aggraver ce problème de revenus.

Selon le Bureau du directeur de la responsabilité financière de l'Ontario, l'annulation par le gouvernement du programme de plafonnement et d'échange de la province, par exemple, devrait priver la province de revenus évalués à 7 milliards de dollars sur une période de 4 ans⁴. Cette énorme perte de revenus s'accompagne d'une occasion manquée de financer des programmes de réduction des émissions et d'investir dans des mesures permettant de s'assurer que la transition des effectifs est gérée de façon appropriée alors que la province progresse vers une énergie plus propre.

On estime qu'un certain nombre des modifications fiscales annoncées dans l'énoncé économique de l'automne, y compris l'annulation des mesures précédentes pour augmenter l'impôt chez les salariés à revenu élevé, la réduction de l'impôt des sociétés et l'annulation de la hausse prévue du salaire minimum en faveur d'un nouveau crédit d'impôt pour les personnes à faible revenu, réduiront les revenus de 2,1 milliards de dollars en 2018-2019 et de 3,7 milliards de dollars en moyenne au cours des 4 années suivantes⁵. Cette importante baisse des revenus prévus était l'un des facteurs ayant amené Moody's à déclasser la cote de solvabilité de l'Ontario⁶.

À l'heure actuelle, le gouvernement n'a présenté aucun plan clair qui permettrait d'équilibrer le budget ou d'estimer correctement l'incidence économique des vastes compressions budgétaires futures sur les finances de l'Ontario. Le gouvernement actuel doit examiner de près l'impact qu'auront les récentes mesures de réduction des revenus sur les coffres de la province.

Unifor demande au gouvernement d'adopter les mesures génératrices de revenus suivantes :

- infirmer la décision d'annuler le programme de plafonnement et d'échange de la province;

² *Idem.*

³ *Idem.*

⁴ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario, « Plafonnement et échange : Examen financier de la décision d'annuler le Programme de plafonnement et d'échange », 2018.

⁵ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario, « Perspectives économiques et budgétaires – Automne 2018 », 2018.

⁶ *La Presse canadienne*, « Moody's downgrades Ontario's credit rating, citing deficit, revenue cuts under Doug Ford », 2018.

- annuler les récentes modifications fiscales qui devraient réduire les revenus du gouvernement, notamment :
 - rétablir le taux d'imposition supérieur pour les salariés à revenu élevé qui a été annoncé à l'origine dans le budget de 2018,
 - annuler les modifications touchant l'impôt provincial des sociétés visant à refléter l'allégement fiscal fédéral des sociétés récemment annoncé,
 - rétablir l'augmentation prévue du salaire minimum à 15 \$ l'heure et les autres changements touchant le droit du travail qui avaient été abandonnés dans le projet de loi 47, la *Loi pour un Ontario ouvert aux affaires*. Les emplois de qualité stimulent la croissance économique et augmentent les revenus du gouvernement.

2. Des compressions, encore des compressions : L'attaque contre les services publics de l'Ontario

La campagne électorale provinciale, les Perspectives économiques et revue budgétaire de l'automne, et les actions du gouvernement actuel depuis son arrivée au pouvoir indiquent clairement dans quelle direction il se dirige en ce qui concerne les services publics de l'Ontario. La rhétorique entourant « les dépenses imprudentes et la mauvaise gestion » du gouvernement précédent était au cœur de la stratégie de « rigueur budgétaire » du gouvernement en vue d'équilibrer le budget.

L'attaque contre les soins de santé

Comme mentionné précédemment dans le présent mémoire, l'Ontario n'a pas un problème de dépenses. Et la population de la province n'a pas voté en faveur de compressions des importants services publics sur lesquels les familles et les communautés dépendent tous les jours. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, nous avons observé des compressions financières ayant des impacts tangibles et négatifs sur la population à la grandeur de la province.

Doug Ford s'est engagé à mettre fin à la médecine de couloir, un engagement qui serait des plus intéressants s'il permettait de rétablir et d'améliorer les services de soins de santé. Toutefois, le gouvernement a rapidement décidé de réduire le financement des soins de santé au cours des derniers mois. D'abord, un engagement de 187 millions de dollars pour garder ouverts 1 200 lits dans les hôpitaux a été pris par le gouvernement précédent pour l'exercice 2018-2019. Le gouvernement actuel a décidé de réduire ce montant à 90 millions de dollars pour maintenir 1 100 lits ou moins. La réduction du financement des lits dans les hôpitaux aggrave tout simplement la crise de l'engorgement dans nos hôpitaux alors que l'Ontario demeure au dernier rang au pays quant au nombre de lits par habitant dans les hôpitaux⁷.

⁷ Coalition ontarienne de la santé, « Doug Ford cuts hospital beds and funding – calls it an increase », 2018.

Ensuite, l'engagement du présent gouvernement pour financer les soins de santé mentale (1,9 milliard sur 10 ans, pour égaler le financement fédéral) a représenté une coupe importante dans les services et le soutien sur lesquels compte la population ontarienne. Le remplacement de la promesse du gouvernement précédent de 2,1 milliards de dollars pour des services supplémentaires en santé mentale sur 4 ans s'est soldé par une réduction de 335 millions de dollars du financement prévu pour cette année seulement⁸.

Enfin, le présent gouvernement a agi rapidement après son arrivée au pouvoir pour annoncer des compressions touchant le programme d'Assurance-santé Plus de l'Ontario, lequel a été créé pour offrir une assurance-médicaments universelle à tous les Ontariens de moins de 25 ans. Le recul oblige donc les Ontariens à obtenir une protection par le biais de leur régime d'assurance-médicaments privé, même si le régime public non lucratif coûtait moins cher et offrait une meilleure protection aux jeunes Ontariens.

Abandonner les Ontariens à faible revenu

Les compressions n'ont pas touché uniquement les services de soins de santé. Le présent gouvernement a décidé de couper le financement et les programmes qui ont un impact sur les personnes les plus vulnérables de la province sans vraiment tenir compte des conséquences. Par exemple, l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base a brisé une promesse électorale et amené le gouvernement à saborder le soutien offert à des milliers de personnes vulnérables. Le gouvernement justifie la décision en insinuant que l'initiative n'était pas efficace, malgré le fait qu'elle n'ait pas été suffisamment active pour générer les données requises pour évaluer son succès⁹. Le manque de considération du gouvernement pour les malheurs des pauvres gens de l'Ontario a été de nouveau affirmé lorsqu'il a décidé de réduire les hausses prévues des taux d'aide sociale (les faisant passer de 3 à 1,5 %).

Négliger les jeunes

Les Ontariens sont inquiets de la mesure dans laquelle les jeunes de la province seront touchés par les récentes décisions politiques. En plus du retrait du programme d'éducation sexuelle, le gouvernement a coupé 25 millions de dollars dans les écoles primaires et secondaires de la province pour des programmes qui offrent des emplois nécessaires aux étudiants, des tuteurs en classe et du soutien aux jeunes racialisés¹⁰.

Les enfants et leur famille ressentent également l'impact des décisions du gouvernement en matière de garde d'enfants. La réduction annoncée du financement des services de garde d'enfants

⁸ *Toronto Star*, « Tories blasted for \$335M cut in planned spending on mental health », 26 juillet 2018.

⁹ CBC News, « Ontario minister admits Ford government broke election promise by scrapping basic income project », 1^{er} août 2018.

¹⁰ *Toronto Star*, « School boards 'blindsided' as Ford government slashes program funding », 15 décembre 2018.

dans les municipalités compliquera l'accès des familles ontariennes à ces installations de garde réglementées sans but lucratif. Cette réduction des subventions de quelque 23 millions de dollars pour soutenir les familles à faible revenu compliquera la vie de bon nombre de familles coincées sur les listes d'attente pour des subventions¹¹.

Le gouvernement a également éliminé l'Intervenant en faveur des enfants de l'Ontario, en plus de deux autres agents indépendants du corps législatif (le Commissaire à l'environnement de l'Ontario et le Commissariat aux services en français). Le gouvernement actuel a en effet éliminé un intervenant indépendant qui ferait enquête lorsque des enfants en famille d'accueil subissent un préjudice. À la lumière du récent rapport du groupe d'experts du coroner demandant une restructuration du système de protection de l'enfance de l'Ontario, la décision d'éliminer le bureau qui prône des améliorations du système est particulièrement inquiétante¹².

L'état du secteur de l'éducation postsecondaire

Les Ontariens ont été surpris d'apprendre l'annulation des projets d'université francophone et d'autres campus d'éducation postsecondaire. En janvier, le gouvernement est de nouveau passé à l'offensive en réduisant le financement des établissements postsecondaires au moyen d'une réduction des frais de scolarité de 10 %. Bien que la baisse des frais de scolarité ait été annoncée comme une mesure facilitant l'accès à l'éducation, l'autre annonce sur la réduction des bourses non remboursables (forçant ainsi les étudiants à contracter plus de prêts) par le biais du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) n'améliorera pas l'accès pour les étudiants provenant de familles à faible revenu. Essentiellement, le gouvernement a rendu l'éducation plus dispendieuse pour les familles à faible revenu, réduit les coûts pour les familles plus riches, et diminué les fonds d'exploitation essentiels du système.

Parallèlement, le gouvernement a annoncé que les établissements devaient offrir des options pour s'abstenir de payer des frais supplémentaires « non essentiels ». Cette décision est une attaque voilée contre les associations étudiantes puisqu'elle crée les conditions propices à une réduction de leur financement. Les associations étudiantes indépendantes exigent haut et fort un système d'éducation postsecondaire plus abordable et de qualité et jouent un rôle essentiel dans la prestation de services aux étudiants et la défense de leurs intérêts. Le gouvernement tente de museler ces organisations démocratiques et indépendantes qui jouent un rôle important en tenant le gouvernement responsable des enjeux en matière d'éducation.

Arrêter l'hémorragie

¹¹ Coalition ontarienne pour l'amélioration des services de garde d'enfants, « Outside the spotlight: Small changes could have big consequences for Ontario child care », 12 septembre 2018.

¹² *Huffington Post*, « Doug Ford's government cuts watchdog office that fought for foster kids », 15 novembre 2018.

Les Ontariens n'ont pas voté en faveur des compressions touchant les programmes publics de la province lors de l'élection de 2018. Le gouvernement doit comprendre qu'il y a des conséquences bien réelles découlant des décisions en matière de politiques et de financement qui sont prises d'un coup de crayon. Unifor demande au gouvernement de faire marche arrière et d'investir dans les services publics sur lesquels comptent tous les Ontariens.

Unifor demande au gouvernement d'annuler les coupes dans les services publics :

- infirmer les récentes décisions stratégiques liées aux soins de santé et rétablir le financement des hôpitaux, des initiatives en santé mentale et du programme d'Assurance-santé Plus;
- rétablir le financement des programmes de soutien aux élèves dans les écoles primaires et secondaires publiques;
- rétablir les subventions de 23 millions de dollars pour les familles à faible revenu qui ont besoin de services de garde d'enfants;
- rétablir le Bureau de l'intervenant en faveur des enfants de l'Ontario;
- mettre un frein à l'attaque contre le système d'éducation postsecondaire :
 - infirmer la décision de restructurer le RAFEO qui élimine les bourses non remboursables et force les étudiants à contracter une dette d'études plus élevée,
 - accroître les fonds d'exploitation essentiels des collèges et des universités pour compenser le sous-financement chronique dans le secteur,
 - abandonner l'initiative de « liberté de choix » des étudiants et l'attaque contre les associations et les groupes démocratiques indépendants d'étudiants.

3. Soutenir le secteur manufacturier de l'Ontario

Selon les propres données du gouvernement, le secteur manufacturier de l'Ontario génère des revenus annuels de 270 milliards de dollars et représente 18 % du PIB de la province. On ne saurait exagérer l'importance du secteur pour l'économie de l'Ontario et les emplois qui soutiennent nos communautés. Il est essentiel que le gouvernement appuie l'industrie alors qu'elle est confrontée à de nouveaux défis dans l'économie mondiale et qu'elle se prépare pour l'avenir.

General Motors à Oshawa et l'industrie de l'automobile de l'Ontario

Les travailleuses et travailleurs de l'usine de montage de General Motors (GM) à Oshawa et les Ontariens ont été choqués d'entendre en novembre dernier que l'entreprise avait l'intention de fermer l'usine à la fin de 2019. La nouvelle est désastreuse pour les infatigables travailleuses et travailleurs qui ont continué de faire rouler cette usine rentable, mais elle contrevient également à la convention collective conclue entre GM et Unifor, laquelle exige que GM garde l'usine ouverte au

moins jusqu'au 21 septembre 2020 (auquel moment il sera possible de discuter de plans de restructuration lors de négociations).

La fermeture de l'usine de GM à Oshawa serait catastrophique pour l'Ontario. Les études ont démontré qu'une fermeture créerait un choc économique touchant bien plus que les 2 600 membres d'Unifor qui perdraient leur emploi. L'Ontario perdrait quelque 14 000 emplois et le Canada en perdrait 10 000 ailleurs au pays d'ici 2025¹³. Les revenus du gouvernement de l'Ontario diminueraient de 460 millions de dollars en moyenne par année, et l'économie de la province perdrait en moyenne 4 milliards de dollars chaque année d'ici 2030. Aussi, le gouvernement fédéral perdrait des revenus annuels de 522 millions de dollars pendant cette période. Une perte de revenus publics de cette importance aurait un impact considérable sur les services publics dont dépendent les Ontariens tous les jours.

La réponse du gouvernement à l'égard de ce développement a des répercussions sur l'ensemble de l'industrie. L'industrie de l'automobile est le plus important marché du secteur privé de l'Ontario au chapitre de l'impact économique et le principal exportateur de la province. Si GM abandonne ses activités à Oshawa, à qui le tour ensuite? L'indispensable industrie de l'automobile de l'Ontario est à la croisée des chemins. Après la conclusion d'un nouvel accord commercial avec les États-Unis et le Mexique (AEUMC), le gouvernement doit maintenant de toute urgence se concentrer sur l'avenir à long terme de l'industrie.

Soutenir les travailleuses et travailleurs affectés par les tarifs américains

Dans le contexte de l'AEUMC, de nombreux différends commerciaux ont eu lieu entre le Canada et les États-Unis. En 2018, les États-Unis ont imposé des tarifs substantiels sur les exportations canadiennes, dont certaines continuent d'avoir un impact direct sur des industries clés de l'Ontario comme l'acier, l'aluminium et la foresterie (ainsi que de nombreux autres secteurs dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement respectives). Ces trois industries emploient directement et indirectement des centaines de milliers de personnes au pays et sont cruciales pour l'économie de l'Ontario.

Pour aider à compenser l'impact des tarifs américains, le gouvernement fédéral a annoncé un soutien financier pour les industries de l'acier et de l'aluminium, notamment des fonds pour élargir les accords de travail partagé afin que les employeurs évitent les mises à pied, ainsi que des fonds pour recycler les travailleurs et leur trouver de nouveaux emplois au besoin¹⁴. Le gouvernement fédéral a également réalisé des investissements pour soutenir les travailleuses et travailleurs touchés de l'industrie du bois d'œuvre résineux au moyen de programmes de garantie d'emprunt, de mesures de soutien communautaire et d'efforts pour diversifier les marchés.¹⁵ Le gouvernement

¹³ Quantitative Economic Decisions, Inc., « Economic Impact of GM Operations in Oshawa », janvier 2019.

¹⁴ *The Globe and Mail*, « Ottawa to provide up to \$2-billion in help to steel and aluminum industries », 29 juin 2018.

¹⁵ Ressources naturelles Canada, « Plan d'action pour le bois d'œuvre résineux », 2017.

du Québec a réservé 100 millions de dollars en prêts garantis pour les entreprises provinciales de l'acier et de l'aluminium touchées par les tarifs américains.¹⁶ Le gouvernement du Québec avait alors expliqué qu'il voulait réduire la menace de pertes d'emplois permanentes ou à court terme pour les 30 000 Québécois travaillant dans ces industries. L'Ontario doit suivre ces exemples et déterminer comment la province pourrait offrir du soutien aux travailleuses et travailleurs des industries touchées par les tarifs américains.

Approvisionnement stratégique

L'expertise et la capacité des fabricants ontariens constituent une force que le gouvernement actuel devrait utiliser et soutenir. Le système d'approvisionnement national de la province, par exemple, offre une formidable occasion de stimuler le développement économique local et de créer des emplois de qualité. La nécessité d'exploiter stratégiquement les dépenses d'infrastructure pour stimuler la production locale est plus importante que jamais.

Par exemple, Bombardier est le plus important employeur du secteur privé à Thunder Bay : l'entreprise produit des wagons de train de banlieue à deux étages et des véhicules légers sur rail, principalement pour les projets financés par le biais de Metrolinx et de la Commission de transport de Toronto. Cependant, Unifor a sonné l'alarme au sujet de cette installation puisque Bombardier n'a conclu aucun nouveau contrat pour l'usine au-delà de 2019. Le fait de n'assurer aucune nouvelle production serait dévastateur pour cette communauté. Et puisque les projets existants dépendent de la province en matière de financement, le gouvernement peut jouer un rôle significatif dans l'avenir de cette installation.

Le gouvernement doit miser sur son pouvoir d'achat pour s'assurer que les emplois locaux non seulement demeurent en Ontario, mais stimulent aussi la croissance du secteur manufacturier de la province. Sans une stratégie et une politique d'approvisionnement local solide, nous n'aurions peut-être pas vu, par exemple, le gouvernement fédéral accorder un contrat de 1 milliard de dollars de Via Rail à une entreprise étrangère pour construire des trains bidirectionnels le long du corridor Québec-Windsor plutôt qu'à un fournisseur local, qui emploie des travailleurs canadiens¹⁷. Il est temps de prendre un solide engagement en vue d'une stratégie d'achat de produits ontariens qui donnera priorité aux travailleurs et favorisera la croissance du secteur manufacturier de la province à l'avenir.

¹⁶ CBC, « Quebec to provide \$100 million in loans to steel and aluminum companies affected by U.S. tariffs », 11 juin 2018.

¹⁷ *Montreal Gazette*, « Quebec blasts Ottawa over \$1B Via Rail contract to Siemens », 27 novembre 2018.

Le gouvernement doit prendre des mesures pour appuyer le secteur manufacturier de l'Ontario et protéger les emplois dans la province :

- appuyer l'industrie de l'automobile de l'Ontario :
 - se joindre à Unifor et recommander fermement à GM de garder ouverte l'usine d'Oshawa et d'y allouer une production pour assurer son avenir économique,
 - en collaboration avec le gouvernement fédéral, l'Ontario doit mettre en œuvre une stratégie renouvelée pour l'industrie de l'automobile afin d'obtenir des mandats pour des produits et des technologies de prochaine génération et de stimuler l'investissement et l'emploi;
- fournir une aide financière ciblée aux industries et aux travailleurs en Ontario affectés par les tarifs américains;
- miser stratégiquement sur les dépenses d'infrastructure pour profiter de l'expertise et des ressources des fabricants de l'Ontario grâce à une stratégie d'achat de produits ontariens.

4. Le programme de privatisation

La publication, à l'automne, par le cabinet du premier ministre, du rapport commandé à Ernst and Young a contribué à établir le discours du gouvernement sur la privatisation. Le rapport demandait l'introduction de frais modérateurs et d'une évaluation des ressources pour les programmes sociaux de l'Ontario comme l'éducation et les soins de santé. Ce rapport sans précédent était un document idéologique qui contenait un message clair de la part de ce gouvernement, à savoir qu'il veut commercialiser et déréglementer les services publics que les Ontariens chérissent et sur lesquels ils comptent chaque jour. Soyons clairs, les Ontariens n'ont pas voté pour une diminution des services publics.

La déréglementation des soins de santé

L'affaiblissement délibéré de notre système de soins de santé est déjà en cours depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. La décision de réduire l'Assurance-santé de l'Ontario+ et d'exclure les jeunes qui ont des régimes privés d'assurance-médicaments a été prise au profit des compagnies d'assurance privées. La réalité, c'est que les régimes privés d'assurance-médicaments ont des franchises et des co-paiements, et pour les familles qui ont des enfants atteints de maladies plus complexes, les médicaments peuvent représenter des centaines de dollars par mois. Les régimes publics sans but lucratif sont moins coûteux pour les familles et offrent généralement une meilleure protection.

Lorsque le gouvernement s'est engagé à créer 15 000 nouveaux lits de soins de longue durée au cours des cinq prochaines années, on s'attendait à ce que cela se fasse de la manière la plus transparente et responsable possible. Malheureusement, ce gouvernement a mis en place le processus d'appel d'offres pour les nouveaux lits de soins de longue durée afin d'empêcher les

municipalités de soumissionner. Des études ont montré que les établissements à but lucratif offrent moins d'heures de soins par résident et ont un taux plus élevé de plaintes des résidents. Cette piètre qualité de soins est d'autant plus corroborée que des centaines de familles ontariennes ont intenté récemment une poursuite sans précédent contre les trois plus grandes chaînes de soins de longue durée à but lucratif du Canada pour défaut de fournir des soins adéquats.¹⁸ Les foyers sans but lucratif ont une plus grande responsabilité et utilisent tout revenu supplémentaire pour étendre leurs services et leurs opérations, plutôt que de transférer des fonds des soins pour augmenter leurs marges bénéficiaires. D'après les mesures prises par le gouvernement, la grande majorité des milliers de nouveaux lits de soins de longue durée seront confiés à des sociétés à but lucratif.

La situation a été exacerbée par une pénurie chronique de personnel dans les foyers de soins de longue durée de la province, y compris une pénurie généralisée de préposés aux services de soutien à la personne. Les cours de préposés aux services de soutien à la personne dans les établissements d'enseignement postsecondaire sont maintenant régulièrement annulés en raison du manque d'inscriptions et certains lits de soins de longue durée ne peuvent être ouverts parce qu'ils ne disposent pas de personnel adéquat ou formé adéquatement. Les établissements à but essentiellement lucratif tentent de combler les lacunes en matière de dotation en personnel en embauchant du personnel d'agences de placement temporaire et en embauchant davantage de personnes qui ne sont pas accréditées ou qui n'ont pas la formation nécessaire pour fournir des soins personnels. Ces tactiques n'abordent pas la question des mauvaises conditions de travail et de la faible rémunération, pour n'en nommer que quelques-unes, dans ces foyers de soins de longue durée à but lucratif. Entretemps, les préposés aux services de soutien à la personne travaillent de plus en plus fort et on leur demande de faire l'impossible.

La déréglementation des services de garde d'enfants

En plus d'annuler le financement déjà prévu dans le budget pour créer des places gratuites dans les écoles maternelles pour les enfants de plus de deux ans et demi, le gouvernement renchérit l'insulte en privatisant davantage le secteur des garderies. Le seuil de pourcentage maximal pour les organismes à but lucratif a été établi au cours des dernières années comme plafond afin de limiter le montant du financement public destiné aux services de garde à but lucratif. Le plafond était un mécanisme important qui donnait la priorité à l'expansion du financement des services de garde d'enfants aux secteurs public et sans but lucratif.

La décision de hausser le seuil va à l'encontre des recommandations du milieu de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, y compris celles des personnes qui ont participé aux consultations publiques qui ont mené à l'établissement du seuil. Elle ne tient pas compte non plus des recherches qui montrent que les garderies à but lucratif offrent généralement des services de garde de moindre qualité parce qu'elles sont davantage axées sur le profit et le versement de dividendes aux actionnaires, et qu'elles sont plus susceptibles d'embaucher moins de travailleuses et travailleurs

¹⁸ Toronto Star, « Proposed class action lawsuits claim Ontario nursing homes were negligent. », 2 mai 2018.

qualifiés pour un salaire moindre et un roulement de personnel accru.¹⁹ Malgré les décennies de recherche qui ont démontré la qualité supérieure des services de garde publics et sans but lucratif, il est clair que le gouvernement préfère écouter le secteur des entreprises et ouvrir la porte aux services de garde à l'enfance « à grande surface » en Ontario.²⁰

Le gouvernement actuel prend des mesures pour diluer davantage le système de garde d'enfants de la province en proposant des modifications dans son projet de loi omnibus, le projet de loi 66, *Loi visant à rétablir la compétitivité de l'Ontario*. Il est alarmant qu'avec ce projet de loi, le gouvernement veuille augmenter le nombre d'enfants dont peuvent s'occuper les fournisseurs de services de garde à domicile privés et sans permis. Le gouvernement a justifié ces changements comme un moyen facile d'ajouter des places en garderie pour les parents sans tenir compte du risque que cela fait courir aux enfants. Il ne faut pas oublier que ces restrictions indispensables ont été mises en place à l'origine après que l'ombudsman de l'Ontario eut condamné l' « incompétence systémique du gouvernement » dans la surveillance des garderies à domicile sans permis après une série de décès de nourrissons dans la région de Toronto en 2013-2014.²¹

Des intérêts privés au détriment de la santé et de la sécurité des Ontariennes et Ontariens

Par ses actions depuis son arrivée au pouvoir, il est clair que ce gouvernement favorise les intérêts des acteurs privés et corporatifs des secteurs publics de l'Ontario plutôt que la santé et la sécurité des familles et des collectivités de cette province.

Dans son énoncé économique de l'automne, le ministre des Finances a écrit : « Nos aînés ont bâti notre pays, et notre gouvernement croit qu'ils devraient pouvoir compter sur les services publics lorsqu'ils vieilliront. » Si c'était vrai, nous ne verrions pas nos fonds publics être canalisés, avec peu de reddition de comptes, dans les coffres des entreprises. Malgré le besoin d'un plus grand nombre de places en services de garde réglementés dans la province, le gouvernement a donné la priorité aux intérêts privés en transférant les fonds publics existants à des exploitants privés et en assouplissant les règlements qui favorisent les fournisseurs non agréés et menacent la sécurité des enfants pris en charge.

Unifor demande au gouvernement de revenir sur son programme de privatisation et de déréglementation.

- S'attaquer à la crise dans le secteur des soins de longue durée de l'Ontario :
 - Modifier le processus d'appel d'offres pour les nouveaux lits de soins de longue durée en accordant la priorité aux foyers publics sans but lucratif;

¹⁹ Globe and Mail, « Child-care advocates fear next moves by Ontario government in daycare sector », 16 septembre 2018.

²⁰ Toronto Star, « Ontario shouldn't open the door to 'big-box' child care », 4 septembre 2018.

²¹ Toronto Star, « Ontario Ombudsman slams 'systemic government ineptitude' for daycare deaths », 22 octobre 2014.

- Établir une norme minimale de soins dans la province de quatre heures par résident, un point de repère que le Parti progressiste-conservateur a appuyé par l'entremise du projet de loi 33, la *Loi sur le temps alloué aux soins*, durant le mandat du gouvernement précédent;
- Élaborer une stratégie pour remédier à la pénurie de préposés aux services de soutien à la personne en Ontario, qui comprend d'aborder les questions relatives à la rémunération, à l'inscription aux programmes institutionnels, au recrutement et au maintien en poste;
- Investissement responsable dans un système de garde d'enfants sans but lucratif de grande qualité :
 - Accroître le nombre de places en garderie publiques et sans but lucratif grâce à un financement stable et à long terme;
 - Rétablir le seuil du pourcentage maximal pour les services à but lucratif;
 - Supprimer le projet de loi qui modifie les règlements concernant les fournisseurs de soins non autorisés et le nombre d'enfants dont ils sont autorisés à s'occuper.

Conclusion

Unifor est clair sur sa position, à savoir que le gouvernement actuel a brossé, à tort, un tableau financier sombre pour l'Ontario qui a justifié des compressions dans les services publics et un changement explicite en faveur de la privatisation et de la déréglementation de ces services. L'Ontario ne peut pas continuer dans cette direction. Le gouvernement a encore l'occasion de revenir sur ces changements régressifs et d'investir dans nos collectivités et dans les services dont elles dépendent. Entretemps, l'industrie manufacturière de l'Ontario est durement touchée par notre plus important partenaire commercial et par des entreprises qui ne se soucient pas de l'incidence de leurs décisions sur les travailleurs et leurs collectivités. Il est temps que ce gouvernement prouve vraiment qu'il agit dans le meilleur intérêt des « gens ».

sepb343MY:ld